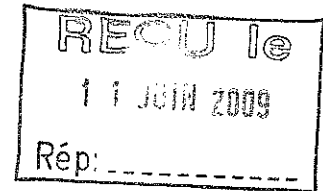


COPIE



PREFECTURE DE L'AIN

Direction de la réglementation
et des libertés publiques
Bureau de l'environnement et des réglementations

Références : MJM

Arrêté
fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la Société BASF
ORGAMOL Pharma Solutions France SAS à SAINT-VULBAS

Le préfet de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'environnement - Livre V - Titre 1^{er}, et notamment l'article R-512-31;
- VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1993 modifié autorisant la Société BASF ORGAMOL Pharma Solutions France SAS de SAINT VULBAS à exploiter une unité de production de principes actifs pharmaceutiques et de produits de chimie fine, Parc industriel de la Plaine de l'Ain à SAINT-VULBAS ;
- VU la convocation de Monsieur le Directeur Général de la Société BASF Orgamol Pharma Solutions France SAS à SAINT-VULBAS, au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), accompagnée des propositions de l'inspecteur des installations classées du 4 mars 2009 ;
- ~~VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours de sa réunion du 7 mai 2009 ;~~
- VU la notification au demandeur du projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour du site de BASF ORGAMOL, une actualisation de son étude de danger « site » est nécessaire pour intégrer les nouvelles exigences réglementaires notamment celles de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du visant à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

.../...

- ARRETE -

Article 1er :

La société BASF ORGAMOL Pharma Solutions France SAS dont le siège est à ST VULBAS est tenue d'actualiser l'étude de danger de l'ensemble du site qu'elle exploite au sein du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain sur le territoire de la commune de SAINT VULBAS.

L'étude de danger ainsi réactualisée, devra intégrer toutes les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 cité supra.

Article 2 :

Afin de respecter le planning national de mise en oeuvre des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), défini par le ministère chargé de l'environnement, l'étude de danger visée à l'article 1er devra être transmise avant la fin du mois de Juin 2009 à M. le préfet du département de l'Ain.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-VULBAS pendant une durée d'un mois (l'extrait devant préciser qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la disposition du public aux archives de la mairie).
- affiché, **en permanence**, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 4 :

En application de l'article L.514-6 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'extrait de l'arrêté.

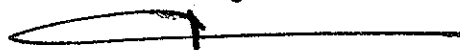
Article 5:

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée:

- à Monsieur le Directeur Général de la Société BASF Orgamol Pharma Solutions France SAS - Parc Industriel de la Plaine de l'Ain Allée de la Luye - SAINT VULBAS (sous pli recommandé avec A.R.) ;
- au sous-préfet de BELLEY,
- au maire de SAINT-VULBAS,
pour être versée aux archives de la mairie à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;
- à l'inspecteur des installations classées - Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
- au directeur départemental de l'équipement ;
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- au directeur régional de l'environnement ;
- au service interministériel de défense et de protection civile - (préfecture).

Fait à Bourg-en-Bresse, le 4 juin 2009

Le préfet,
pour le préfet,
le secrétaire général,



Dominique DUFOUR